

LES ENLÈVEMENTS CONTINUENT EN IRAK

Falloujah fait plier les Américains

A onze semaines à peine du transfert de pouvoir aux Irakiens, les Etats-Unis prennent la mesure des problèmes en Irak. Face à la ferme résistance des Irakiens et à une série d'enlèvements de civils étrangers, la ligne dure adoptée jusque-là par les Etats-Unis s'est considérablement assouplie.

D. BELAIFA

Après plusieurs jours de combats sanglants qui ont échoué à faire plier le bastion de la résistance sunnite de Falloujah et à contenir l'insurrection des miliciens chiites, la coalition a changé de tactique et a même changé de ton à l'égard du chef chiite, au cours de ce week-end. Les Etats-Unis ont mis l'accent sur la nécessité de mener des négociations et de parvenir à un cessez-le-feu. «Les Etats-Unis ont accepté d'observer un cessez-le-feu à la demande de leurs alliés d'Irak qui ont critiqué l'opération américaine. Nous espérons que cela aboutira à des pourparlers productifs», a déclaré Paul Bremer à la télévision irakienne.

Cette approche plus modérée des Etats-Unis intervient au moment où des informations en provenance de la ville sainte de Najaf affirment que cette ville et une partie de Kerbala étaient toujours sous contrôle de la milice chiite. Quelques heures auparavant, la police irakienne avait annoncé avoir repris le contrôle de la ville, à la suite d'un accord entre les forces de la coalition et le mouvement du chef rebelle chiite Moqtada Sadr, a annoncé le chef de la police Ali Al-Yasseri. La police irakienne prendra en charge la sécurité de la ville, a-t-il dit ajoutant que la police avait commencé son déploiement dans tous les postes de la ville après le retrait des miliciens chiites.

L'accord coïncide avec l'appel lancé par le conseiller irakien pour la sécurité nationale, M. Ouaffak El Roubai, aux habitants de Falloujah à livrer les auteurs de l'attaque dans laquelle quatre gardes de sécurité américains ont été tués fin mars, afin d'obtenir la fin de l'opération américaine. A Falloujah, la trêve entre les forces de la coalition et les rebelles a été prolongée jusqu'à lundi soir, a indiqué le médiateur Alaa

Al-Makki, du Parti islamique irakien, précisant que «plus de 600 Irakiens avaient été tués et quelque 1.250 autres blessés depuis le début des hostilités» dans la ville, le 5 avril.

Dans les autres villes irakiennes la situation était toujours embrasée. L'armée américaine a fait état de trois Marines tués, dimanche, dans des combats dans la province d'Al-Anbar, à l'ouest de Bagdad.

Dans la ville de Baaqouba (nord de Bagdad), deux policiers irakiens ont été tués et deux autres blessés, hier, par l'explosion d'une charge explosive sous leur véhicule. A Hilla (sud de Bagdad), un policier irakien a été tué et deux autres blessés par des hommes armés qui ont ouvert le feu sur leur voiture. A Kirkouk (nord de Bagdad), un policier a été tué et quatre civils ont été blessés, hier, par la chute de deux obus de mortier près d'un poste de contrôle. Les obus visaient le siège des forces paramilitaires de la défense civile irakienne (ICDC) dans le sud de la ville, qui n'a pas été atteint, a précisé le colonel de police Khattar Abdallah Aref.

Parallèlement à l'intensification des combats sur plusieurs fronts, les prises d'otages se multiplient en Irak, devenu une terre à risque pour les étrangers, qu'ils soient Occidentaux ou originaires d'Asie, ressortissants de pays membres de la coalition ou pas.

La semaine a commencé hier avec l'annonce d'une nouvelle prise d'otages qui porte à 13 le nombre connu d'étrangers enlevés en Irak depuis huit jours. Sept ouvriers chinois ont été enlevés dimanche dans la région de Falloujah, alors qu'ils se rendaient en taxi d'Amman à Bagdad.

La semaine dernière, ce sont trois ressortissants du Japon, pays membre de la coalition, qui ont été enlevés, ainsi qu'un Occidental, apparemment Américain, tous kidnappés sur la route me-

nant d'Amman à Bagdad. Dimanche, la chaîne de télévision Al-Jazira avait annoncé la libération d'au moins huit chauffeurs routiers travaillant pour la coalition, de nationalité pakistanaise, turque, népalaise, indienne, iranienne et philippine. Autant de pays qui, à l'exception des Philippines, ne font pas partie de la coalition. Concernant les Japonais, les dernières informations indiquent que les ravisseurs ont accepté de ne pas les exécuter à l'expiration de l'ultimatum répétant ainsi à l'appel des oulémas.

Les Etats appellent leurs ressortissants à ne plus se rendre en Irak, si possible. Le ministère chinois des Affaires étrangères a ainsi demandé «aux citoyens chinois d'éviter de se rendre en Irak autant que possible». La représentation diplomatique française conseille à ceux de ses ressortissants qui doivent absolument s'y rendre de ne pas emprunter la route en général, celle passant par Falloujah en particulier. Dans cette dernière ville, au moins 20 camions remplis d'aide humanitaire irakienne ont pu entrer lundi, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Au même moment, les troupes américaines assistaient au départ de la ville, à pied, de plusieurs centaines d'Irakiens, dont une majorité de femmes et d'enfants. Le lieutenant David Denial, attaché au 1er bataillon du 5ème régiment des Marines, interrogé par l'AFP, s'est plaint des tentatives de rebelles de faire passer en fraude des armes et des combattants dans les huit convois arrivés, selon lui, depuis jeudi. Il a indiqué que les Marines «avaient trouvé, dans au moins deux camions, des missiles sol-air cachés sous des sacs de céréales». «Vous n'avez pratiquement que des hommes en âge de combattre qui arrivent ici et ils ne viennent pas juste pour apporter de l'aide humanitaire», a-t-il noté.

L'adieu aux armes
du commandant Moussa
Benahmed

Par ABDELKADER
BOUSSELHAM *

Le commandant Moussa Benahmed a été conduit à sa dernière demeure par une foule d'amis fidèles et d'anciens frères d'armes profondément affectés par la disparition de cet homme d'exception qui n'avait cessé, sa vie durant, de se battre pour l'Algérie et pour l'homme algérien. Que ce fût au sein de l'UDMA avec Ferhat Abbas, ou parmi les militants de l'association des Oulémas que dirigeait Cheikh Bachir Ibrahim, ou durant la guerre de libération nationale, en tant qu'officier de l'ALN dans la wilaya V, ou même après l'indépendance, Moussa Benahmed a toujours été réfractaire aux dogmes et aux idées reçues, quelles qu'elles fussent. Cette soif intangible de comprendre avant et d'être convaincu pour pouvoir mieux convaincre à son tour ceux dont il avait la charge, est devenue au fil des ans une discipline et même une manière de vivre chez lui.

Tant de rigueur dans les principes ne pouvait s'accommoder aisément avec celle de la discipline militaire, singulièrement en temps de guerre, face à l'ennemi. Aussi a-t-il dû demander à la hiérarchie de le relever de son commandement, d'autant plus qu'au plan moral et en tant que responsable de la vie de ses hommes, il estimait honnêtement que l'état-major ne lui donnait pas les moyens indispensables pour poursuivre la lutte et pour protéger les populations civiles à sa charge. Sa réaffectation à d'autres responsabilités ne passa pas inaperçue. En effet, excédé par les ordres et les contordrements sans queue ni tête de son chef, basé à Feuggu, alors que lui et ses hommes affrontaient une contre-offensive aéroportée ennemie d'envergure, il lui câbla un message radio en clair resté célèbre dans les annales de l'ALN. Seul le mot de Cambronne figurait dans ce message, en grosses lettres.

Moussa était ainsi: facétieux, irrévérant et un tantinet insolent, même au maquis. Ce caractère difficile, exigeant et rigoureux, et en même temps enjoué et gouailleur, allait lui gagner, pour le restant de ses jours, l'admiration et l'amitié fidèle de ceux qui l'ont connu à cette époque de la lutte. Par contre, et on s'en doute bien, ce caractère ne pouvait être admis par la hiérarchie militaire. Aussi, Moussa fut-il appelé, comme on dit, à d'autres fonctions. Comme par hasard, on s'aperçut à ce moment-là que nombre d'officiers et de djounoud avaient traversé la frontière électrifiée pour venir au Maroc chercher des armes et des munitions.

A cause des arrivages de plus en plus rares et de plus en plus parcimonieux et à cause également des perfectionnements que l'ennemi ne cessait de porter au barrage électrifié de la Ligne Morice, ces officiers et ces djounoud, originaires pour la plupart de la wilaya IV et de la wilaya V, étaient restés bloqués au Maroc. On les confia donc à Moussa et on le pria de les éloigner de la frontière. A leur intention des centres d'accueil furent aménagés à Larache, près de Tanger, à Kenitra et à Casablanca. Les grands invalides de guerre furent réunis

à Larache, dans un domaine privé mis gracieusement à la disposition de Moussa par un ami marocain.

Quant aux autres officiers, démobilisés et demi-solde par nécessité de service si j'ose dire, c'est à Kenitra et Casablanca qu'ils furent rassemblés. Moussa en connaissait personnellement quelques-uns, des baroudiers et des meneurs d'hommes dont le patriotisme ardent et la bravoure étaient objet de respect et de considération parmi leurs pairs ainsi que parmi les djounoud. Leur seul défaut est qu'ils étaient pour la plupart originaires de l'Oranie, qu'ils avaient du caractère et qu'ils «rouspétaient constamment contre le sort qui leur était fait à tuer le temps dans un centre d'accueil luxueux» alors que leurs frères de combat attendaient, là-bas, les armes et les munitions qu'ils étaient venus chercher.

«Rouspéteur» né, Moussa ne pouvait rester longtemps insensible à leurs frustrations et leur angoisse. L'arrestation de l'un d'eux, sa fuite éperdue pour échapper à un sort funeste, sa récupération auprès de Roi par Benkhadda, sa remise à Boumediène, suivies, quelques jours après, par son exécution devant un peloton de djounoud ébranlérent bien des certitudes.

Le drame du capitaine Zoubir et son sacrifice suprême semèrent le doute et le désarroi au sein de la communauté de militants du FLN du Maroc et au sein des réfugiés frontaliers. Un fait était certain, Zoubir ne méritait pas le sort qui lui avait été fait par Boumediène.

C'est de cette époque certainement que date la désaffection de nombreux jeunes militants à l'égard de la chose militaire, de notre pays, de ses méthodes expéditives, de son manque de discernement et de son omnipotence. C'est de cette époque aussi que date le phénomène de rejet de la révolution par la violence, pour la violence et de la prise de pouvoir, plus tard, par les militaires.

Moussa, quant à lui, laissa tout tomber après la disparition de Zoubir pour se consacrer uniquement au grand combat de sa vie contre l'intolérance et contre ce qu'il appelait «l'obscurantisme politique des chefs militaires de l'ALN». Débateur infatigable, cultivé, beau parleur incisif, gouailleur, Moussa savait convaincre les plus irréductibles et les plus méfiants.

J'avoue que je fus l'un d'eux. Je lui dois beaucoup. Il m'a ouvert les yeux et m'a aidé, tout particulièrement au début de l'indépendance, à démêler plus aisément l'imbroglio de la situation intérieure du pays et à m'éloigner de la scène. Je ne fus pas le seul à bénéficier de cet éveil politique précoce.

D'autres jeunes de l'époque ont tiré grand profit de la lucidité de Moussa. Je nourris, jusqu'à présent, à son égard, une gratitude sans limite pour son amitié et les leçons d'éducation politique qu'il nous a données, par le verbe et l'insubordination armée quand il le fallait, durant toute sa vie. Repose en paix, ami, tes frères ne t'oublieront pas.

*Ancien ambassadeur

ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

Le FBI interroge à Madrid un Algérien arrêté en Espagne

Un procureur américain et plusieurs agents du FBI (Federal Bureau of Investigation) ont interrogé, lundi, un Algérien arrêté en Espagne pour ses liens avec les auteurs des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, selon des sources judiciaires. Le procureur et les agents du FBI ont interrogé, lundi, à l'Audience nationale (principale instance pénale espagnole) à Madrid, un Algérien, Khaled Madani, membre présumé du réseau terroriste Al-Qaïda, arrêté le 23 février dernier à Murcie, dans le sud-est de l'Espagne, selon la même source. Madani, 33 ans, a été interrogé dans le cadre d'une commission rogatoire au sujet de la fabrication de faux passeports, notamment pour le chef des comman-

dos de pilotes suicides du 11 septembre, Mohammed Atta. Madani est soupçonné d'avoir des liens avec «la cellule de Hambourg», base arrière des pilotes kamikazes, selon les mêmes sources qui ont précisé que le suspect avait nié toute relation avec la cellule installée en Allemagne. L'Algérien est soupçonné par la justice espagnole d'avoir été le destinataire de plusieurs transferts d'argent d'un montant de chacun environ 300 euros, en provenance de Hambourg.

La délégation américaine devrait interroger mardi un autre Algérien, Moussa Laouar, 36 ans, arrêté pour appartenance présumée à Al-Qaïda le 23 février dernier à Alicante (sud-est). Le ministère espagnol de l'Intérieur

avait affirmé en février que les deux hommes, originaires de Sétif, en Algérie, avaient été arrêtés sous les soupçons d'avoir apporté un soutien logistique à l'organisation terroriste dirigée par Oussama ben Laden. Laouar a commis de «nombreux» actes délictueux en Algérie et en France et des mandats d'arrêt avaient été émis à son encontre en France, selon le ministère de l'Intérieur.

Il fait l'objet d'une procédure d'extradition vers la France. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, la justice espagnole a lancé une opération en vue de démanteler une cellule présumée d'Al-Qaïda en Espagne, qui s'est traduite par l'inculpation de 35 personnes.

FLN

Benflis convoque le comité central issu du 7ème congrès

DJILALI. B

Finalement Ali Benflis s'est résolu à convoquer une session extraordinaire du Comité central du parti FLN, pour «en finir» définitivement avec la situation de crise qui s'est exacerbée durant l'élection présidentielle.

Dans un communiqué laconique, rendu public hier, le secrétaire général du FLN a décidé, «après de larges consultations et conformément à l'article 19 du statut du parti, de convoquer le comité central issu du 7ème congrès dans le courant de la semaine prochaine». Cette imprécision semble laisser le choix de la date aux membres de l'ancien comité central.

Aucune autre information n'a filtré sur cette option de Benflis, d'autant qu'hier, il semblait refuser de se soumettre à la proposition d'une partie du comité central de déposer sa démission.

La convocation du comité central issu du 7ème congrès est significative à plus d'un titre, de l'acceptation de M. Ben-

flis du jugement rendu par la cour d'Alger invalidant les résolutions du 8ème congrès et gelant les avoirs du parti. Toutefois, des sources précisent qu'une partie des cadres, notamment parmi ceux qui ont été derrière la création du Mouvement de Redressement, ne serait pas prête à répondre à la convocation du secrétaire général.

La raison dit-on, est que «Benflis n'a plus aucune légitimité ou prérogative pour gérer le parti». Ceux-ci pourraient également faire jouer le poids des 2/3 des membres du comité central, acquis au mouvement de redressement d'après ses animateurs, pour rejeter cette solution, même si elle est, sans doute, la plus à même de rétablir le FLN dans la légalité. En effet, le comité central est la seule instance du parti habilitée à décider entre deux congrès.

Des sources crédibles affirment que les Redresseurs se préparent à tenir une convention des cadres, pour désigner une instance intérimaire qui se chargera de préparer le congrès. Aucu-

ne indication ni de la date ni du lieu de cette rencontre n'a été fournie. Les dissensions au sein du mouvement de redressement transparaissent dans les déclarations contradictoires de ses figures, notamment au sujet de la date de la tenue du 8e congrès. Dans un mois ? Dans deux ? Ou alors comme l'a affirmé son coordinateur, M. Belkhadem, le faire coïncider avec le 50e anniversaire du déclenchement de la révolution. C'est à dire, le mois de novembre prochain.

Dans le camp Benflis, c'est le silence radio. Aucun responsable n'a répondu, arguant que seul le chargé de communication, étrangement absent, peut s'exprimer. Toutefois, le communiqué du FLN, en fait du bureau politique qui s'est réuni dimanche, est très significatif de l'abdication de Ali Benflis. Il reviendra probablement présider une dernière fois à une session d'un congrès, qui a connu les plus grandes purges et coups d'état dans la vie du parti.